



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-52 - Séance du 21 juin 2018

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	24
28	20	24	Contre	
			Abstention	

L'an 2018, le 21 juin à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 15 juin 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 15 juin 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – MONIN Séverine – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – MAZOLLIER Elisabeth – SUAY Régine – AMALVY Marie-Thérèse – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – MARTINEZ Mickaël – JODAR Mélissa - DE LA CLERGERIE Jean-Luc – DUCAMP Ludovic – CORDEAU Damien – FOUREL Sylvain – MICHEL Yves

Pouvoirs de : DURIX Olivier (pouvoir à SOULIER Alain) – RODENAS François (pouvoir à MEISSONNIER Jean-Luc) – VANGREVELYNGHE Patricia (pouvoir à Sandrine GAUTIER) – RAMORA Anna (pouvoir à Sylvain FOUREL)

Absents : PERRIER Thierry – PEETERS Fabien – VIDAL Stéphane – SIMAR Morgan

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-52 – RESSOURCES HUMAINES : CREATIONS D'EMPLOIS DANS LE CADRE D'UN AVANCEMENT GRADE

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué aux relations usagers, aux finances, à la commande publique, au personnel, au social et aux commémorations précise que cette décision sera applicable en cas d'avis favorable de la commission administrative paritaire (CAP) qui s'est tenue le 12 juin 2018 mais dont les résultats ne sont pas connus au moment de la rédaction de la présente note de synthèse.

Les agents titulaires de la collectivité peuvent bénéficier d'un avancement de grade, suite à la réussite d'un concours, d'un examen ou par encore le biais de l'avancement à l'ancienneté.

Pour tenir compte de l'évolution de carrière des agents, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la création des emplois suivants au 1^{er} juillet 2018 :

- Adjoint administratif principal de 2^e classe à temps non complet (85,71%)
- ATSEM principal de 1^e classe à temps non complet (80,77%)
- Adjoint administratif principal de 2^e classe à temps non complet (85,71%)
- Technicien principal de 2^e classe à temps complet

S'agissant de la création d'un emploi destinée uniquement à permettre un avancement de grade, il n'est plus nécessaire de publier une déclaration de vacance d'emploi auprès du Centre de Gestion, depuis la loi Sauvadet du 13 mars 2012.

Suite à ces avancements de grade l'ancien emploi correspondant à l'ancien grade détenu par l'agent sera supprimé à compter de la date de nomination de l'agent sur son nouveau grade.

Ainsi il est proposé de supprimer les emplois suivants étant précisé que la collectivité n'aura pas à saisir le Comité Technique puisqu'il s'agit de créations et de suppressions liées uniquement à des avancements de grade à compter du 1^{er} juillet 2018 :

- Adjoint administratif à temps non complet (85,71%)
- ATSEM principal de 2^e classe à temps non complet (80,77%)
- Adjoint administratif à temps non complet (85,71%)
- Technicien à temps complet

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** les créations de postes énumérées ci-dessus dans le cadre d'un avancement de grade à compter du 1^{er} juillet 2018.

Pour extrait conforme,
Le 22 juin 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER

Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.